



ARRETE N°2022-A-DGAFMN-051
en date du 8 juillet 2022

Portant délégation de signature aux
directeurs et responsables des services
de la Direction Générale Adjointe
de l'Aménagement du Territoire et du
Développement Durable

RENDU EXECUTOIRE LE

08 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 3221-3,
L. 3221-11 et L. 3221-13,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection
du Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n°2021-A-DGAFM-0053 en date du 10 décembre 2021 portant
organisation des services du Département de la Vienne,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général des Services
Départementaux, délégation de signature est donnée à
Directeur Général Adjoint de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable (DGAAT2D), à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions, documents et
correspondances administratives concernant les affaires du Département, à l'exception :

- des rapports au Conseil Départemental et à sa Commission Permanente,
- des délibérations du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- des arrêtés comportant des dispositions réglementaires de portée générale.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est accordée à _____, dans son domaine de compétence et sous l'autorité du Directeur Général des Services Départementaux, à l'effet de signer :

- 1) la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, et les documents administratifs relatifs aux affaires de la Direction Générale Adjointe ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- 2) les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- 3) la gestion et l'administration courante des moyens en personnel de sa Direction Générale Adjointe : établissement des fiches de poste, autorisations d'absence, congés, ordres de mission sur le territoire national hormis Paris, la région Île-de-France et les communes de plus de 200 000 habitants lorsque les frais d'hébergement sont supérieurs à 60 € par nuit, états de frais de déplacement sur le territoire national, états d'heures supplémentaires,
- 4) toutes demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- 5) pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction Générale Adjointe inférieurs à 215 000 € HT :
 - les pièces relatives à la préparation, la passation, l'exécution, le règlement et les avenants, à l'exclusion des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction Générale Adjointe supérieurs à 215 000 € HT :
 - les mêmes pièces, à l'exclusion des contrats ou des actes d'engagement, des lettres de notifications aux entreprises, des avenants, des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,
- 6) les bons de commande en exécution d'un marché ou d'un accord-cadre à bons de commande géré par la Direction Générale Adjointe,
- 7) les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre géré par la Direction Générale Adjointe,
- 8) la sous répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil Départemental,
- 9) les dépôts de plaintes et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes,
- 10) les conventions et attestations de stages.

ARTICLE 3 :

En matière de routes, de circulation routière, d'anciennes voies ferrées propriété du Département et de transport des élèves et étudiants en situation de handicap, délégation de signature est donnée à _____ à l'effet de signer :

1) Gestion et conservation du domaine public routier départemental, pour l'application des dispositions prévues par le Règlement départemental de voirie approuvé par délibération du Conseil Départemental :

- a. les actes destinés à assurer l'intégrité du Domaine Public Routier Départemental et, notamment, les arrêtés d'alignement individuels, les plans d'alignement, les interventions qui ont pour but de constater, faire constater, faire cesser et éventuellement faire assurer la remise en état du domaine dans le cadre de dégâts et/ou d'infractions sur ce domaine,
- b. les autorisations de voirie et tout document (protocole, convention...) valant spécifications techniques, modalités d'entretien et de conservation du patrimoine routier départemental ne comportant pas d'engagement financier du Département. Sont toutefois exclues de la délégation les décisions concernant les autorisations de voirie pour lesquelles il y a un désaccord entre le fonctionnaire ayant qualité pour statuer et l'avis du maire, lorsqu'il est prévu, ou celui d'un autre service public,
- c. les demandes d'autorisation d'urbanisme : permis de démolir, certificats d'urbanisme, demandes de conformité ainsi que les déclarations d'ouverture et de fin de chantier,
- d. les dépôts de plaintes et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes, ainsi que pour la gestion et la conservation du Domaine Public Routier Départemental.

2) Exploitation de la route – Police de la circulation

- a) les actes relatifs à l'interdiction ou à la réglementation permanente de la circulation,
- b) les actes relatifs à l'interdiction ou à la réglementation temporaire de la circulation, y compris les déviations, à l'occasion des travaux routiers, ou le déroulement d'épreuves sportives ou de spectacles intéressant les routes départementales,
- c) les avis et autorisations sur les itinéraires des transports exceptionnels ou le déroulement d'épreuves sportives intéressant les routes départementales,
- d) les actes relatifs à la réglementation de la circulation des ponts,
- e) les actes relatifs à l'établissement de barrières de dégel et à la réglementation de la circulation pendant la mise en place des restrictions de circulation,
- f) les actes relatifs à la mise en circulation d'un nouvel aménagement,

3) Travaux routiers (occupations temporaires et servitudes sur fonds privés)

- a) les accords amiables en vue de pénétrer dans les propriétés privées et de régler les dommages de travaux,
- b) les procès-verbaux d'état des lieux ou de dommages.

4) Anciennes voies ferrées

- a) les actes relatifs à l'interdiction ou à la réglementation permanente de la circulation,
- b) les actes relatifs à l'interdiction ou à la réglementation temporaire de la circulation,
- c) les actes relatifs aux autorisations et aux conditions techniques d'occupation du domaine public.

5) Transport des élèves et étudiants en situation de handicap

- a) les actes et décisions relatifs à la mise en œuvre du règlement départemental de Transport des Elèves en Situation de Handicap (TESH), y compris les éventuelles sanctions,
- b) les actes et décisions relatifs à la prise en charge ou au remboursement des frais de transport des élèves et étudiants handicapés pour leurs déplacements vers les établissements scolaires ou universitaires (articles R 3111-5 et R 3111-24 à 27 du Code des transports),
- c) les réponses aux recours gracieux et contentieux exercés à l'encontre du Département à ce titre.

ARTICLE 4 :

Délégation de signature est donnée à _____, Directeur des Routes, dans son domaine de compétence et sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, à l'effet de signer :

- les documents énumérés aux articles suivants du présent arrêté :
 - article 2, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité et à l'exclusion du paragraphe 10),
 - article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____ exercera la délégation de signature définie à l'article 2, le seuil de 215 000 € fixé au paragraphe 5) étant limité à 90 000 € HT, et à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, Responsable du Service Entretien et Exploitation de la Route, _____, Responsable du Pôle Transports des Elèves en

Situation de Handicap et Chargée de mission, , Chef de la
subdivision de POITIERS-FUTUROSCOPE et
Responsable du Pôle Administratif, exerceront la délégation définie à la 1^{ère} phrase
du présent article.

En cas d'urgence ou d'empêchement des personnes citées ci-dessus,
, Chef du Pôle Ouvrage d'Art, , Responsable
du Pôle Exploitation et Sécurité Routière, , Chef de la
subdivision de CHATELLERAULT et de la subdivision de LOUDUN,
, Chef de la subdivision de POITIERS-FUTUROSCOPE,
, Chef de la subdivision de MONTMORILLON et de la
subdivision de l'ISLE JOURDAIN, exerceront la délégation définie à la 1^{ère} phrase
du présent article les jours où ils sont désignés « cadres de permanence ».

ARTICLE 5 :

Délégation de signature est donnée à , Responsable
du Pôle Administratif, dans son domaine de compétence à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission des documents préalablement signés,
- les documents énumérés aux articles et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - Article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisations d'absence des agents de son pôle, paragraphe 4), paragraphe 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphes 6) et 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphes 8) et 9) et à l'exclusion du paragraphe 10).

En cas d'absence ou d'empêchement de , sa
délégation de signature sera exercée par
Gestionnaire marchés publics.

ARTICLE 6 :

Délégation de signature est donnée à , Responsable du
Service Entretien et Exploitation de la Route, dans son domaine de compétence, à
l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission des documents préalablement signés,
- les documents énumérés aux articles et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisations d'absence des agents de son service, paragraphe 4), paragraphes 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphe 6), paragraphe 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphe 9) et à l'exclusion des paragraphes 8) et 10).

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, sa délégation de signature sera exercée par _____ et par _____, uniquement pour les congés et autorisations d'absence des agents du service.

ARTICLE 7 :

Délégation de signature est donnée à _____, Responsable du Pôle Matériels, et à _____, Responsable du Pôle Travaux, dans leur domaine de compétences, à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission des documents préalablement signés,
- les documents énumérés aux articles et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisation d'absence des agents de son pôle, paragraphe 4), paragraphe 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphes 6 et 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphe 9), et à l'exclusion des paragraphes 8) et 10).

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, sa délégation de signature sera exercée par _____, Gestionnaire administrative des matériels routiers et/ou _____, Gestionnaire technique des matériels.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, sa délégation de signature sera exercée par _____, adjoint au responsable du Pôle Travaux.

ARTICLE 8 :

Délégation de signature est donnée à _____, Gestionnaire administrative des matériels routiers et à _____, Gestionnaire technique des matériels à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisations d'absence des agents du pôle,
- toutes les pièces concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés donnant lieu à de simples bons de commande d'un montant inférieur à 4 000 € HT, le montant pour ce qui concerne la certification du service fait n'étant pas limité,
- dans la limite de 10 000 € HT, les bons de commandes dans le cadre de marchés formalisés et les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre, le montant pour ce qui concerne la certification du service fait n'étant pas limité,
- les constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes.

ARTICLE 9 :

Délégation de signature est donnée à _____, Responsable du Pôle Exploitation et Sécurité Routière, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission de documents préalablement signés,
- les documents énumérés à l'article et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisation d'absence des agents de son pôle, paragraphe 4), paragraphe 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphes 6 et 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphe 9), et à l'exclusion des paragraphes 8) et 10).
 - article 3 paragraphe 2) c) uniquement pour les avis et autorisations sur les itinéraires des transports exceptionnels.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, sa délégation de signature, pour ce qui concerne uniquement l'article 3 paragraphe 2) c sera exercée par _____, adjoint au Responsable du Pôle Exploitation et Sécurité Routière.

ARTICLE 10 :

Délégation de signature est donnée à _____, Chargée de missions administratives, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission de documents préalablement signés,
- les documents énumérés à l'article et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 2) et 1) uniquement en ce qui concerne les courriers électroniques.

ARTICLE 11 :

Délégation de signature est donnée à _____, Chef du Pôle Grands Travaux, _____, Chef du Pôle Ouvrage d'Art et _____, Chef de projets au pôle Grands Travaux, dans leur domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission des documents préalablement signés,
- les documents énumérés aux articles et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisation d'absence des agents de leurs pôles, paragraphe 4), paragraphe 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphes 6

- et 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphes 9) et à l'exclusion des paragraphes 8) et 10),
- article 3 paragraphe 3).

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un de ces agents, les autres agents cités ci-dessus exerceront pour lui la délégation de signature définie au présent article.

ARTICLE 12 :

Délégation de signature est donnée à
 ., agents du Pôle Grands Travaux,
 ., agents du Pôle Ouvrages d'Art dans leur domaine de compétence, à l'effet de signer :

- toutes les pièces concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés donnant lieu à de simples bons de commande d'un montant inférieur à 4 000 € HT, sur les crédits gérés par leur unité,
- dans la limite de 10 000 € HT, les bons de commandes dans le cadre de marchés formalisés et les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre,
- les procès-verbaux des lieux ou de dommages visés à l'article 3 paragraphe 3).

ARTICLE 13 :

Délégation de signature est donnée, dans la limite de leur territoire et domaine de compétence, à
 ., Chef de la subdivision de CHATELLERAULT et de la subdivision de LOUDUN,
 Chef de la subdivision de POITIERS-FUTUROSCOPE,
 ., Chef de la subdivision de MONTMORILLON et de la subdivision de L'ISLE JOURDAIN, à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission des documents préalablement signés,
- les documents énumérés aux articles et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) à l'exclusion de l'établissement des fiches de poste, la délégation relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes, paragraphe 4), paragraphe 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphe 6), paragraphe 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphes 9) et à l'exclusion des paragraphes 8) et 10),
 - article 3 paragraphe 1), paragraphe 2) b), paragraphe 2) c), paragraphe 2) e), paragraphe 2) f), paragraphe 3) et paragraphe 4) b).

En cas d'absence ou d'empêchement du Chef de subdivision, la délégation de signature sera exercée par
 . (LOUDUN et CHATELLERAULT),
 . (LOUDUN et CHATELLERAULT),
 (POITIERS-FUTUROSCOPE),
 (MONTMORILLON et L'ISLE JOURDAIN),

(MONTMORILLON et L'ISLE JOURDAIN), ou, à défaut, par un autre des subdivisionnaires nommé au premier paragraphe du présent article.

ARTICLE 14 :

Délégation de signature est donnée aux agents des subdivisions et de la Direction dont les noms suivent, dans leur domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisations d'absence de leurs subdivisions ou secteurs,
- toutes les pièces concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés donnant lieu à de simples bons de commande d'un montant inférieur à 4 000 € HT financés sur des crédits gérés par la subdivision,
 - dans la limite de 10 000 € HT, les bons de commandes dans le cadre de marchés formalisés et les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre,
 - les dépôts de plainte et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes, ainsi que pour la gestion et la conservation du Domaine Public Routier Départemental,
 - l'ensemble des constats liés à la gestion et à la conservation du Domaine Public Routier Départemental,
 - les procès-verbaux des lieux ou de dommages visés à l'article 3 paragraphe 3).

Nom	Subdivision	Secteur – Centre d'exploitation
	CHATELLERAULT	Subdivision de Châtellerault
	CHATELLERAULT	Lencloître et St-Gervais-les-Trois-Clochers
	CHATELLERAULT	Châtellerault, Vouneuil-sur-Vienne, Pleumartin
	L'ISLE JOURDAIN	Charroux et Civray
	L'ISLE JOURDAIN	Subdivision de l'Isle Jourdain
	L'ISLE JOURDAIN	Gençay et l'Isle Jourdain
	LOUDUN	Subdivision de Loudun
	LOUDUN	Mirebeau et Saint-Jean-de-Sauves
	LOUDUN	Loudun
	MONTMORILLON	Chauvigny et Saint-Savin
	MONTMORILLON	Montmorillon
	MONTMORILLON	Subdivision de Montmorillon

	POITIERS-FUTUROSCOPE	Subdivision de Poitiers-Futuroscope
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Secteur Centre : Centre de Poitiers
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Secteur Ouest : Centres de Latillé, Lusignan et Vivonne
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Secteur Est : Centres de Neuville-de-Poitou, Nieuil l'Espoir et Saint-Georges-les-Baillargeaux
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Subdivision de Poitiers-Futuroscope

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un de ces agents, les agents cités ci-dessus exerçant leurs fonctions dans la même subdivision exerceront la délégation de signature définie au présent article.

Cette délégation sera également exercée par _____ dans le cadre des activités du Pôle Exploitation et Sécurité Routière et dans le cadre des opérations du programme d'entretien et des opérations ponctuelles des subdivisions liées à des problématiques d'exploitation routière.

ARTICLE 15 :

Délégation de signature est donnée aux agents de maîtrise des subdivisions, dont les noms suivent, dans leur domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisations d'absence des agents de leurs centres d'exploitations,
- toutes les pièces concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés donnant lieu à de simples bons de commande d'un montant inférieur à 2 000 € HT et 4 000 € HT pour les commandes de livraison de carburant en vrac, financés sur des crédits gérés par la subdivision,
- dans les mêmes limites, les bons de commandes dans le cadre de marchés formalisés et les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre,
- les dépôts de plainte et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes,

Nom	Subdivision	Centre d'exploitation
	CHATELLERAULT	Chatellerault
	CHATELLERAULT	Pleumartin
	CHATELLERAULT	Vouneuil-sur-Vienne
	CHATELLERAULT	Saint-Gervais-les-Trois-Clochers
	CHATELLERAULT	Lencloître
	ISLE JOURDAIN	Civray
	ISLE JOURDAIN	Gençay
	ISLE JOURDAIN	Charroux
	ISLE JOURDAIN	Isle Jourdain
	LOUDUN	Loudun
	LOUDUN	Mirebeau
	LOUDUN	Saint Jean de Sauves
	LOUDUN	Loudun
	MONTMORILLON	Chauvigny
	MONTMORILLON	Montmorillon
	MONTMORILLON	Montmorillon
	MONTMORILLON	Saint-Savin
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Latillé
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Centre de Poitiers
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Saint-Georges-les-Baillargeaux
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Neuville-de-Poitou
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Vivonne
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Lusignan
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Subdivision de Poitiers-Futuroscope
	POITIERS-FUTUROSCOPE	Nieul l'Espoir

En cas d'absence ou d'empêchement des agents de maîtrise cités ci-dessus, le ou les agents de maîtrise de la même subdivision exerceront la délégation de signature définie au présent article.

Cette délégation sera également exercée par _____, dans le cadre des activités du Pôle Exploitation et Sécurité routière de la Direction des routes.

ARTICLE 16 :

Délégation de signature est donnée à _____
Responsable du Pôle Transports des Elèves en Situation de Handicap et Chargée de mission, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les bordereaux de transmission des documents préalablement signés,
- les documents énumérés aux articles et paragraphes suivants du présent arrêté :
 - article 2 paragraphe 1), paragraphe 2), paragraphe 3) pour les seuls congés et autorisation d'absence des agents de son pôle, paragraphe 4), paragraphe 5) dans la limite de 10 000 € HT, sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphes 6 et 7) dans la limite de 45 000 € HT, paragraphes 9) et à l'exclusion des paragraphes 8) et 10),
 - article 3 paragraphe 5).

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, sa
délégation de signature, sera exercée par _____ et
_____, gestionnaires au Pôle Transports des Elèves en Situation de
Handicap.

ARTICLE 17 :

Délégation de signature est donnée à _____, Directeur des
Technopoles et des sites Futuroscope, dans son domaine de compétence et sous
l'autorité du Directeur Général Adjoint, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du
paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional
et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5)
étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 18 :

Délégation de signature est donnée à _____, Responsable du Pôle
Administratif, Financier et Commande publique des Technopoles,
Responsable du Pôle Sites Futuroscope,
Responsable du Pôle Etudes et Travaux des Technopoles et _____
_____, Chargée de mission Animation des entreprises de la Technopole et
gestion des immeubles, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2, paragraphe 2), paragraphes 4) 5) 6) et 7)
la délégation étant limitée à 10 000 € HT, et à l'exclusion des paragraphes 1),
3), 8) 9) et 10).
- les bordereaux de transmission de documents préalablement signés.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____
et _____ exerceront la délégation de signature définie
à l'article 17.

ARTICLE 19 :

Délégation de signature est donnée à _____, Chef d'équipe du
centre d'exploitation des Technopoles et chargé de l'assistance technique, dans son
domaine de compétence, à l'effet de signer :

- toutes les pièces concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés donnant lieu à de simples bons de commande d'un montant inférieur à 2 000 € HT financés sur des crédits gérés par la Direction,
- dans les mêmes limites, les bons de commandes dans le cadre de marchés formalisés et les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre,
- les dépôts de plainte et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes.

ARTICLE 20 :

Délégation de signature est accordée à _____, Directrice de
l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement, dans son domaine de compétence et
sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 21 :

Délégation de signature est donnée à _____, Chef du pôle eau et
biodiversité et à _____, chef du pôle procédures administrative et
d'aménagement foncier, dans leur domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- les demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- les bordereaux de transmission de documents préalablement signés,
- les courriers électroniques dans leur domaine de compétence et ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____,
_____ exerceront la délégation de signature
définie à l'article 20.

ARTICLE 22 :

Délégation de signature est donnée à _____, Chef de la Mission Aménagement et Inclusion Numériques, dans son domaine de compétence et sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, Responsable du Pôle administratif, financier et commande publique des Technopoles de la Direction des Technopoles et des sites Futuroscope, exercera la délégation de signature définie au présent article, à l'exclusion de la gestion et de l'administration courante des moyens en personnel de la Mission Aménagement et Inclusion Numériques.

ARTICLE 23 :

Délégation de signature est donnée à _____, Chef de la Mission Appui Technique Territoires et Habitat, dans son domaine de compétence et sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 24 :

Délégation de signature est donnée à _____, Responsable du Pôle Habitat, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- les demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- les bordereaux de transmission de documents préalablement signés,
- les courriers électroniques dans son domaine de compétence et ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable.

En cas d'absence ou d'empêchement de _____, exercera la délégation de signature définie à l'article 23.

ARTICLE 25 :

Délégation de signature est accordée à _____, Directrice de l'Appui aux Collectivités, dans son domaine de compétence et sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, à l'effet de signer :

- les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 26 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°2022-A-DGA FMN-017 en date du 25 mai 2022 portant délégation de signature aux directeurs et responsables des services de la Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable.

ARTICLE 27 :

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et notifié aux intéressés.

ARTICLE 28 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le 8 juillet 2022

Le Président du Conseil Départemental,

Alain PICHON

